



STRATÉGIE AGRICOLE : LE CANDIDAT MACRON DOIT REVOIR SA COPIE

La Commission européenne a rendu son analyse du Plan National Stratégique (PSN) pour la France. Il en ressort que « la France est invitée à réviser le contenu, et à apporter des modifications nécessaires pour permettre son approbation ». Elle pointe l'insuffisance de crédits pour l'agriculture biologique pour réaliser l'ambition de doublement des surfaces bio d'ici à 2027.

Concernant l'agriculture biologique, la Commission :

- considère, comme bon nombre d'analystes, que la suppression de l'aide au maintien (MAB) engendre un manque à gagner pour les agriculteurs et présente un risque réel de déconversion ;
- demande à la France de « clarifier sur quelles bases il est avancé que le risque de déconversion est très limité » ;

⇒ La Région Nouvelle-Aquitaine a pris le relais de ce soutien financier pour maintenir le développement de l'AB jusqu'en 2022. Quid de l'État pour la suite, 2023-2027 ?

- note « avec préoccupation que la rémunération de niveau supérieur pour service environnemental dans l'écorégime est la même pour l'AB et la certification HVE alors que le cahier des charges de cette certification est beaucoup moins contraignant » ;
- alerte sur la nécessité de différencier les niveaux de rémunération de l'écorégime et de mettre l'AB au-dessus de la HVE ;
- suggère de « proposer un troisième niveau de paiement récompensant les agriculteurs pour l'adoption des pratiques les plus vertueuses ».

Flambée des prix, crises du climat et de la biodiversité, ... La politique agricole telle que proposée dans le PSN « ne permet d'accompagner que partiellement la transition écologique des secteurs agricole et forestier ».

À trois jours de l'élection présidentielle, le candidat Macron doit revoir sa copie et entamer une vraie transition agricole à travers un réel soutien à l'agriculture biologique ! Ces filières agricoles ont fait leurs preuves de l'amont à l'aval, et sont les plus à même de répondre aux enjeux actuels et futurs.

Les agriculteurs doivent être rémunérés pour leurs efforts et les services rendus ! Tout autre choix ne serait que la continuité d'une politique que les citoyens majoritairement ne veulent plus !!!

Pour cela, nous appelons le candidat Macron à s'engager pour opérer cette révision en profondeur, afin de répondre aux insuffisances signalées par la Commission européenne, notamment par :

- la mise en place d'un PSE bio dans l'éco-régime au moins égal à 145 €/ha/an pour enfin récompenser les services rendus par les bonnes pratiques sur les sols, la biodiversité, l'eau, le climat, la santé, le bien-être animal ;
- et donc la révision du système des éco-régimes pour favoriser les systèmes agricoles ayant réellement fait leurs preuves, en créant un 3ème niveau supérieur réservé à la bio afin de la différencier strictement de HVE ;
- un meilleur financement de la préservation et la restauration des prairies naturelles permanentes (premier type de milieux actuellement détruits en France).

POUR ALLER PLUS LOIN :

pouruneautrepaq.eu

www.fnab.org

CONTACT PRESSE :

Jérôme KELLER, Président de Bio Nouvelle-Aquitaine

Tél. 06 27 35 28 49

Laurent MASSERON, Délégué Général

Tél. 06 08 97 59 28

l.masseron@bionouvelleaquitaine.com